

Thème 3 – Le siècle des totalitarismes

Question 1 – Genèse et affirmation des régimes totalitaires (soviétique, fasciste et nazi)

Cours 1 et 2

Les régimes totalitaires dans l'entre-deux-guerres : genèse, points communs et spécificités.

Cours 1 et 2

Les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930.

I La genèse des régimes totalitaires

1. Aux origines du totalitarisme

- L'adjectif " totalitaire " est utilisé pour la première fois en 1924 par l'italien Giovanni Amendola pour dénoncer l'Etat fasciste. Mais dès les années 1920, Mussolini lui-même déclare " tout est dans l'Etat " et les nazis parleront d' " Etat total ". Le terme s'impose ensuite au moment du pacte germano-soviétique, puis il est étudié par les historiens et les théoriciens politiques. L'une des premières réflexions globales est celle d'Hannah Arendt dans Les origines du totalitarisme, en 1951. Elle met sur le même plan le nazisme et le stalinisme et s'emploie à théoriser ce qui distingue les régimes totalitaires des autres régimes autoritaires - dictatures, etc. De nombreux autres chercheurs ont travaillé sur ce concept, qui continue de faire débat.
- La genèse du totalitarisme fait également l'objet de désaccords chez les historiens. Pour Zeev Sternhell, les origines du fascisme sont antérieures à 1914. Dans son étude - contestée - sur le fascisme français, il fait de la France d'avant guerre le berceau du fascisme. De même, les historiens ont travaillé sur les origines du nazisme et montré que des éléments constitutifs de cette idéologie apparaissent dès le XIXe siècle en Allemagne : nationalisme, pangermanisme et bien sûr antisémitisme. Concernant l'URSS, la question des origines est également un sujet de polémique : certains font remonter les bases du totalitarisme soviétique à la dictature de Lénine, mais dans la plupart des cas, la mise en place du totalitarisme en URSS est assimilé à la période stalinienne (1924-1953).
- Les conséquences politiques de la Première Guerre mondiale sont également questionnées. Selon l'historien américain Georges L. Mosse (La Brutalisation des sociétés européennes. De la Grande Guerre au totalitarisme), c'est la matrice des totalitarismes : la " brutalisation " qui aurait caractérisé le conflit aurait induit celle de la vie politique en Europe et entraîné la montée en puissance des totalitarismes. En Italie et en Allemagne, la guerre aurait entraîné une culture de la violence imprégnant dès le début des années 1920 des groupes d'anciens combattants à l'origine des milices fascistes et nazies. Cependant, cette thèse est contestée et la résistance des démocraties en France et au Royaume-Uni semble l'infirmier. De la même manière, la théorie de l'Allemand Ernst Nolte (La guerre civile européenne, 1989), qui fait du fascisme et du nazisme des réactions au bolchevisme a entraîné une polémique à la fin des années 1980.

2. Des contextes de crise

- Les trois régimes totalitaires s'imposent dans un contexte politique confus. Ainsi, en 1917, le régime du tsar Nicolas II est largement affaibli : contesté sur le plan politique (une première révolution a lieu en 1905), il est discrédité par les défaites que subit la Russie dès le début de la guerre mondiale. Une première révolution renverse le tsar en février. En octobre 1917, les bolcheviks dirigés par Lénine organisent un coup d'Etat qui les porte au pouvoir. Après la mort de Lénine en 1924, la lutte pour sa succession permet à Staline de s'imposer. En Italie, Mussolini est nommé chef du gouvernement par le roi en 1922, alors que le pays est en proie à des troubles révolutionnaires que les partis traditionnels semblent incapables d'endiguer. En Allemagne, Hitler est nommé chancelier en 1933 alors que le pays est déchiré par les violences perpétrées par les SA et par la menace révolutionnaire de l'extrême gauche. La République de Weimar, née en 1919, est là encore un régime fragile.
- Les conséquences politiques de la guerre sont également importantes dans la compréhension de la mise en place de ces régimes. L'un des mots d'ordres des bolcheviks est d'imposer la paix avec l'Allemagne, dans un contexte de mutineries et de désertions massives. En Italie, le thème de la " victoire mutilée " est largement repris par les fascistes depuis la fin de la guerre. En Allemagne, le " diktat " de Versailles a entraîné la frustration d'une grande partie de la population et le NSDAP reprend constamment le thème de la revanche et du redressement du pays. Par ailleurs, même si cette théorie est très discutée comme cela a été dit plus haut, la " culture de la violence " constitue peut-être un facteur expliquant la montée du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne.
- Enfin, l'avènement des trois régimes a lieu dans un contexte de crise économique et sociale. En Russie, la guerre entraîne des pénuries et des grèves dans un pays déjà très pauvre. En Italie, le chômage est élevé et des grèves éclatent également. En Allemagne, on observe que pendant les années 1920 et au début des années 1930, les résultats du parti nazi progressent en fonction de la montée du chômage, qui atteint 14 millions de personnes en 1932. A des dates différentes, et dans des contextes particuliers, la situation économique et la défiance des populations face à des élites traditionnelles jugées incapables d'améliorer la situation ont donc contribué à la montée en puissance des totalitarismes. On notera que les trois mouvements, quelles que soient leurs profondes différences, s'adressent au moins à leurs débuts - pour le fascisme et le nazisme - à la composante ouvrière de la population et qu'ils se présentent comme " révolutionnaires ".

3. La mise en place d'un pouvoir absolu

- Dans un premier temps, le gouvernement de Mussolini ne compte que quatre ministres fascistes. Il ordonne aux chemises noires d'évacuer Rome, laisse subsister une presse d'opposition et maintient la chambre des députés. Mais en province, les squadristes démantèlent les syndicats et les organisations paysannes et le régime interdit la grève. Les élections frauduleuses de 1924 donnent une large majorité au PNF et le député socialiste Mattéotti est assassiné. La phase de " dictature légale " s'achève en 1926 avec l'adoption des " lois de défense de l'Etat ", dites " lois fascistissimes ". Le parti fasciste est le seul autorisé et Mussolini devient le seul détenteur du pouvoir exécutif. Un Grand Conseil du Fascisme est créé, ainsi qu'une police politique, l'OVRA.
- Hitler neutralise immédiatement l'opposition parlementaire par la dissolution du Reichstag le 1er février 1933. Prétextant la responsabilité des communistes dans l'incendie du Reichstag (28 février 1933), il interdit le parti communiste et suspend les libertés in-

dividuelles (suspension des libertés de la presse et de réunion). Malgré le relatif échec des nazis aux élections de mars (44 % des suffrages), Hitler obtient pour quatre ans les pleins pouvoirs du nouveau Reichstag : il peut désormais légiférer seul. En mai, les syndicats sont interdits. En août 1934, le président Hindenburg meurt. Hitler cumule alors les fonctions de Président et de Chancelier, avant de prendre le titre de führer. Cette concentration des pouvoirs est ratifiée par 90 % de " oui " lors plébiscite d'août 1934.

- Staline élimine ses adversaires à la succession de Lénine, Léon Trotski au premier chef, s'imposant à la fois comme chef du Parti et chef de l'Etat. En 1929, il met fin à la NEP et lance une politique de collectivisation et de nationalisations. La dékoulakisation entraîne la déportation de près de deux millions de paysans. Pour conforter son pouvoir, il ordonne l'organisation des grand procès de Moscou entre 1936 et 1938, ce qui lui permet d'éliminer tous les anciens bolcheviks. Ces purges entraînent la déportation au Goulag ou l'exécution des opposants potentiels. Dans le même temps, le NKVD exécute près de 700 000 personnes.

II Les caractéristiques des Etats totalitaires

1. Les projets totalitaires

- Les trois régimes ont pour point commun le rejet du système démocratique libéral. Pour Lénine et Staline, les régimes parlementaires sont responsables de l'oppression du prolétariat par la bourgeoisie. Seul le Parti communiste possède la légitimité de représenter le peuple. Pour les fascistes et les nazis, la pluralité des partis politiques est néfaste car c'est un facteur de division de la nation. Outre le parti unique, ces régimes ont pour point commun le mépris des libertés individuelles : ils visent à mettre en place une société unanimiste dans laquelle l'individu doit s'effacer derrière la collectivité. Le droit est alors défini par le modèle unique du chef (Führer, Duce, Vojd), symbole de l'unité du peuple, pour lequel la propagande organise un culte de la personnalité. Par delà ce projet, les régimes communiste et fascistes sont radicalement ennemis (des " jumeaux ennemis ", écrivait François Furet), comme le montre le " Pacte d'Acier ".
- Communisme stalinien, fascisme et nazisme ambitionnent également de construire une société nouvelle, fondée sur l'émergence d'un homme nouveau. En URSS, il s'agit du prolétaire, engagé dans la poursuite de l'idéal communiste. En Allemagne et en Italie, l'homme nouveau est avant tout un guerrier, dans la mesure où pour ces régimes, la guerre est à la fois un moyen de revivifier la nation - ou de préserver la pureté du Volk - et d'assurer ses conquêtes vers la recherche d'un empire (Mussolini) ou de son espace vital (le Lebensraum). Cet idéal d'un homme nouveau explique la proximité des représentations artistiques (peintures, sculptures, etc.) que l'on retrouve dans les trois régimes. Toute expression artistique s'en éloignant est condamnée car considérée comme " dégénérée " ou " décadente ".
- Mais par delà ces points communs, ces régimes se différencient par des spécificités idéologiques essentielles. Le communisme souhaite l'avènement d'une société sans classes, dans laquelle les écarts de richesse et la propriété privée seraient abolis. Staline impose l'industrialisation à marche forcée au pays afin de prouver aux Etats capitalistes la supériorité du modèle communiste. L'idéologie communiste a une ambition universelle, même si Staline doit se résoudre à " construire le socialisme dans un seul pays ". Inversement, l'idéologie nazie se fonde sur une conception raciale du monde. Il s'agit d'assurer la domination de la race aryenne, c'est-à-dire l'ensemble de la population de sang allemand, au sein d'un vaste empire (Reich), bâti au détriment de races inférieures (les Slaves). Hitler définit également une race juive, qu'il déclare inférieure et dange-

reuse pour la race allemande. De cette conception découlent le boycott des magasins juifs en Allemagne, les lois de Nuremberg (1935), les persécutions contre les juifs (la Nuit de Cristal en 1938) puis leur extermination. Mussolini, dont l'objectif demeure la conquête d'un nouvel empire, impose également une politique antisémite en Italie à partir des années 1930.

2. L'exercice du pouvoir totalitaire

- Dans les régimes totalitaires, le pouvoir est d'abord exercé par un homme, le chef unique, auquel est associé un culte de la personnalité. Toutefois, là encore, la place et le rôle du chef charismatique fait débat. Ainsi, une des spécificités du nazisme est le " Führerprinzip " : l'interprétation dite " intentionnaliste " du nazisme explique que toutes les décisions prises procèdent de la volonté du dictateur devenu tout puissant. Cependant, une interprétation " fonctionnaliste " s'est développée, décrivant un Hitler plus faible et devant composer avec différents pouvoirs. De la même façon, en URSS, le culte de Staline ne doit pas dissimuler une certaine autonomie du PCUS. En Italie, enfin, le Duce est déposé par le parti fasciste lui-même en 1943. Au total, l'image d'un chef charismatique doté d'une autorité illimitée véhiculée par la propagande est à nuancer.
- Autre principe commun aux régimes totalitaires, la terreur de masse doit être analysée plus finement. Les fondements et les cibles de la terreur sont différents dans les différents régimes. En URSS, elle se fonde sur la lutte des classes : les " ennemis de classe " sont traqués et déportés. Cette notion est d'ailleurs largement arbitraire et a pu être très étendue. Toutefois, on notera que malgré les exécutions et la très forte mortalité observée au Goulag, il n'existe pas, comme en Allemagne, l'équivalent des camps d'extermination. La " solution finale " est une particularité du nazisme. De même, malgré la brutalité de ses méthodes, on ne trouve pas de projet d'extermination dans le régime fasciste italien.
- L'étude du contrôle de l'économie par les régimes totalitaires fait également apparaître des différences. En URSS, l'économie passe sous le contrôle total de l'Etat. Les entreprises sont nationalisées et les campagnes collectivisées. Les objectifs de production sont fixés par des plans quinquennaux, définis par le Gosplan. En Italie et en Allemagne, les interventions de l'Etat dans l'économie ont deux objectifs étroitement liés : préparer la guerre et parvenir à une autarcie. Mais contrairement à l'URSS, les grands groupes industriels privés ne disparaissent pas mais collaborent avec les régimes. En Allemagne, une politique de grands travaux est lancée pour résorber le chômage (construction d'un réseau d'autoroutes) et en Italie, la " bataille du blé " fait l'objet d'une propagande intense. Dans les deux pays, les discours sociaux des premières années sont abandonnés et les élites économiques conservent leur position à condition qu'elles soutiennent le régime. En Allemagne, l'aile révolutionnaire du Parti nazi est éliminée en 1934 lors de la Nuit des longs couteaux.

3. Les sociétés dans les régimes totalitaires

- Le contrôle des populations est assuré par des polices politiques : GPU puis NKVD en URSS, Gestapo et SS en Allemagne, OVRA en Italie. La surveillance, la répression et la torture sont des pratiques constantes et les goulags et les camps de concentration se remplissent : en Allemagne, le premier camp, Dachau, est ouvert dès 1933. En Italie, les bagnes des îles Lipari sont surnommés " la Sibérie du feu ". En URSS, 500 000 personnes sont déportées au Goulag en 1936-1937 et autant sont exécutées. La propagande et la censure représentent une autre forme de contrôle des masses. Des ministères de

la propagande sont officiellement chargés de l' " information " des populations. Outre cette propagande officielle, toutes les formes d'expression artistique sont étroitement contrôlées par le régime.

- L'embrigadement et l'endoctrinement des populations participe également de cet encadrement : des organisations de jeunesse sont créées dans les trois régimes : Jeunesse hitlérienne en Allemagne, Fils de la Louve, Ballilas et Jeunesses fascistes en Italie, Jeunes Pionniers et Komsomol en URSS. Les syndicats traditionnels sont interdits dans les trois pays et remplacés par des " corporations " contrôlées par l'Etat en Allemagne et en Italie et par des syndicats étatiques en URSS. Des organismes soumis à l'Etat contrôlent également les loisirs (Dopolavoro en Italie, Kraft durch Freude en Allemagne) et de grandes manifestations sont organisées à la gloire des régimes (parades, rassemblements, cérémonies, etc.).
- La question la plus difficile est sans doute celle du degré d'adhésion aux régimes par les populations. Il est clair que les images de populations enthousiastes véhiculées par la propagande ne reflètent pas la réalité. Mais la survie des régimes totalitaires ne peut pas non plus s'expliquer par la seule terreur. Les régimes bénéficient du soutien d'une partie de la population, du fait des perspectives qu'ils promettent (en URSS), des politiques sociales et des victoires militaires qu'ils remportent. D'autres adhèrent par intérêt ou par obligation. Une frange indéterminée consent par prudence. Les formes de résistances existent parfois : par exemple, Staline doit concéder aux paysans le droit de cultiver un lopin de terre en 1935. D'autres formes de " résistance passive " ont été observées en URSS. En Bavière et dans les quartiers ouvriers des grandes villes, la propagande nazie se heurte sans doute aux valeurs et idéologies des habitants. En Italie comme en Allemagne, il faut attendre la Seconde Guerre mondiale pour qu'une véritable résistance émerge contre les régimes en place. En URSS, la " Grande Guerre patriotique " semble au contraire renforcer le soutien des populations au régime.

III Les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930

1. L'hostilité des régimes totalitaires envers les démocraties

- Pour des raisons parfois différentes - certaines ont été évoquées plus haut -, les régimes totalitaires sont hostiles aux démocraties. L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, en raison de leurs visées expansionnistes, rejettent l'ordre international né des traités de paix ainsi que les principes de la SDN. Sur le plan idéologique, ces deux régimes sont par nature guerriers. Et ce rejet est renforcé par la rancœur due au " diktat " de Versailles chez les Allemands et par le sentiment d'humiliation ressenti par les Italiens. D'autre part, les tentatives bolcheviques pour exporter la révolution ont échoué en Allemagne et la ligne imposée par Lénine aux partis communistes européens n'a pas entraîné de nouvelles révolutions. Staline doit se résoudre à " construire le socialisme dans un seul pays ".
- Les régimes totalitaires tentent de déstabiliser les démocraties. Dès 1919, le Komintern (la IIIe Internationale) fondé par Lénine impose une tactique " classe contre classe " aux partis communistes européens, jusqu'au début des années 1930. Mussolini finance des mouvements d'extrême-droite en Europe, comme le francisme en France - sans grand succès cependant. On assiste partout en Europe à une montée en puissance des partis communistes et à la formation des mouvements fascistes. Ces courants se livrent à une propagande contre les régimes démocratiques qu'ils dénoncent dans leurs propres pays.
- Toutefois, l'arrivée au pouvoir de Hitler en 1933 entraîne un tournant : Staline abandonne la ligne " classe contre classe " et impose une nouvelle stratégie de " fronts populaires " en France et en Espagne (1936). Le fascisme devient alors l'ennemi prin-

cipal de l'URSS qui décide de composer avec les démocraties (elle entre à la SDN en 1934). De même, en 1934, Mussolini s'oppose à une première tentative d'Anschluss de Hitler et, l'année suivante, il participe à la conférence de Stresa avec les Français et les Britanniques. Un accord est signé entre les trois Etats pour isoler l'Allemagne en assurant l'indépendance de l'Autriche et la pérennité du Traité de Versailles.

2. L'impuissance des démocraties

- Dès 1933, l'Allemagne quitte la SDN et en 1935, Hitler rétablit le service militaire obligatoire. La France et le Royaume-Uni tentent de l'isoler, mais en 1936, il franchit une étape supplémentaire en remilitarisant la Rhénanie, en violation du Traité de Versailles. La SDN se contente d'une protestation et les démocraties ne réagissent pas. En 1935-1936, Mussolini entreprend et achève la conquête de l'Ethiopie. La SDN vote des sanctions économiques et l'Italie se rapproche de l'Allemagne nazie : la même année, les deux Etats s'allient au sein de l' " axe Rome-Berlin " tandis que l'Allemagne s'allie avec le Japon par le " Pacte anti-Komintern ".
- Les démocraties sont désunies et n'organisent pas de front commun contre la montée en puissance du fascisme. Les Etats-Unis sont isolationnistes et, en France comme au Royaume-Uni, l'importance du pacifisme et la gestion de la crise économique expliquent que ces pays pratiquent une politique d'apaisement : les Britanniques privilégient une politique de compromis avec Hitler, visant à sauver la paix à tout prix, et la France ne peut se permettre de s'opposer seule à la politique expansionniste de l'Allemagne.
- En juillet 1936, le général Franco déclenche un soulèvement contre le Front populaire espagnol, une alliance des partis de gauche portée au pouvoir la même année. Pendant trois ans, la guerre civile fait rage en Espagne. Les Etats européens proclament leur indépendance vis-à-vis de ce conflit, en acceptant le principe de non-intervention. Mais l'Allemagne et l'Italie arment et soutiennent les fascistes espagnols contre le gouvernement républicain. En France, le Front populaire dirigé par Léon Blum soutient les républicains espagnols, mais le gouvernement ne peut officiellement les aider sans l'appui du Royaume-Uni.

3. La marche à la guerre

- Hitler est convaincu que les démocraties ne s'opposeront pas à sa politique expansionniste. En mars 1938, les fascistes autrichiens organisent un coup d'Etat et la Wehrmacht entre en Autriche. L'Anschluss est confirmé par référendum la même année. Les démocraties protestent contre ce coup de force, mais sans aller plus loin. Hitler revendique alors la région des Sudètes, peuplée d'une majorité de germanophones, en Tchécoslovaquie. Le pays est une démocratie alliée de la France.
- En septembre 1938, le président du Conseil français Daladier, le Premier ministre britannique Chamberlain et Hitler se rencontrent à Munich, à l'initiative de Mussolini. Français et Britanniques laissent les mains libres à l'Allemagne pour annexer les Sudètes, en échange d'une promesse de paix de la part de Hitler. Les troupes allemandes entrent donc en Tchécoslovaquie en 1939 et, face à la passivité des démocraties, l'Italie envahit l'Albanie tandis que Franco instaure une dictature en Espagne après la défaite des Républicains.
- Hitler revendique alors le corridor de Dantzig, rattaché à la Pologne par le Traité de Versailles. Le 23 août 1939, l'Allemagne et l'URSS signent un pacte de non agression, le " pacte germano-soviétique ", à la stupéfaction des occidentaux. Une clause secrète du pacte prévoit le partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique. Le

1er septembre 1939, les troupes allemandes envahissent la Pologne. Cette fois-ci, les Français et les Britanniques déclarent la guerre à l'Allemagne.